

BULLETIN INFOPRISONS

NUMÉRO 34

NOVEMBRE 2022



Bulletin électronique - N° 34 / Novembre 2022 – Editorial

Madame, Monsieur, cher-es abonné-es,

En 2010, quand Infoprisons était encore en gestation, les fondatrices ont longtemps cherché par quels moyens il serait possible de secouer la torpeur de l'opinion publique et des médias face au monde carcéral. Faire de l'information, raconter, questionner, protester, oui, mais avec quels moyens ? C'est alors que l'une de nous a contacté l'homme providentiel : François Zürcher. Serait-il d'accord de créer pour nous un site internet ? Bénévolement, bien sûr, vu notre manque de ressources ? Non seulement il l'a fait, mais pendant 10 ans il a pris en charge l'édition du bulletin. Sans lui, il n'y aurait pas eu d'Infoprisons !

François était un bricoleur de génie ! Actif dans divers domaines, musicien, voyageur, il était aussi sensible au problème de la justice pénale et des prisons. Pendant ces 10 ans d'investissement intense pour l'édition électronique du bulletin, il a aussi parfois rencontré des détenus qui nous sollicitaient : il se sentait proche d'eux.

Le décès de François en septembre dernier a profondément attristé toute l'équipe d'Infoprisons, qui l'avait encore accueilli avec joie lors de notre fête des 10 ans. Nous lui rendons hommage aujourd'hui avec reconnaissance.

Dans ce bulletin n°34, le dernier de cette année 2022, nous proposons plusieurs thématiques qui ont attiré notre attention. Nous commençons avec notre habituel tour des médias et ses diverses actualités qui ont marqué la prison et la sanction pénale. Nous y abordons notamment les nouveautés des politiques pénales, celles touchant aux conditions de détention et à la réinsertion des personnes privées de liberté. Par ailleurs, nous vous proposons un compte-rendu de l'intervention de Benjamin Brägger sur le développement des alternatives à la détention en Suisse, lors du Congrès de criminologie 2022. La détention administrative est abordée également par le commentaire d'une décision récente du Tribunal fédéral et ses implications sur la pratique. La détention pénale, quant à elle, est explorée à travers divers témoignages : la présentation du livre autobiographique « Dedans/Dehors » de Marina Jaques, le témoignage des proches de personnes détenues et les paroles d'une photographe qui a capté les visages de femmes incarcérées à travers son objectif.

Dans ce bulletin, nous inaugurons également deux nouvelles séries d'articles. La première vous propose un parcours immersif dans le monde de la détention, inspiré par des connaissances théoriques et pratiques, ainsi que teinté par les expériences vécues et partagées de personnes détenues. La seconde introduit un dossier intitulé « La judiciarisation de la politique : L'Etat de droit et la démocratie entre les mains de la justice et des tribunaux ? ». En réponse aux combats contre le changement climatique, qui se mènent tant à l'extérieur dans les rues, qu'à l'intérieur des Tribunaux, Infoprisons mène une réflexion sur le rôle de la justice dans l'orientation de la politique climatique. Nous nous penchons ainsi sur la notion de la judiciarisation de la politique climatique, et ce au travers de contributions diverses parcourant des expériences suisses et étrangères.

Enfin, nous souhaitons la bienvenue à nos nouveaux membres : Quentin Markarian, Mathilde Marendaz et Natalie Knecht. Trois nouveaux membres qui viennent renforcer notre équipe, et déjà impliqués de près ou de loin dans la défense des droits des personnes judiciarisées et/ou exerçant dans le milieu de la psychologie légale.

Le groupe Infoprisons est composé de Sylvie Arsever, Melody Bozinova, Lauriane Constanty, Michel Finazzi, Karen Klaue, Natalie Knecht, David Kneubühler, Giuseppina Lascone, Quentin Markarian, Mathilde Marendaz, Anne-Catherine Menétrey-Savary, Florent Morisod et Marie Salomon.

Tour d'horizon des médias.

1. Politiques carcérales et pénales

- **Changements à la tête des autorités vaudoises** : nouveau chef du département de la sécurité, nouveau procureur général, nouveau chef du service pénitentiaire. Mais aucun signe de renouveau dans la politique pénale.
Plus : [cliquez ici](#)
- **Continuer de construire de nouvelles prisons, malgré les critiques ?**
Si le canton de Vaud va de l'avant, le canton de Genève envisage de se lancer dans un projet pharaonique qui suscite des doutes et des oppositions.
Plus : [cliquez ici](#)
- **L'architecture des prisons au service d'une nouvelle conception de la sécurité : la « sécurité dynamique ».**
Aux Grands Marais, les cellules ressembleront à des studios d'étudiants : ça change tout ?
Plus : [cliquez ici](#)
- **Conflits et dysfonctionnements dans des institutions** : le cas de La Clairière, la prison pour mineurs de Genève
Plus : [cliquez ici](#)

2. Conditions de détention

- **Le Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe critique les conditions actuelles de détention en Suisse.**
Plus : [cliquez ici](#)
- **La Commission nationale de prévention de la torture (CNPT) publie un rapport sur l'exécution de l'internement en Suisse.** Elle recommande la création d'institutions spéciales et elle estime que des améliorations sont nécessaires concernant les expertises psychiatriques.
Plus : [cliquez ici](#)
- **La mort en prison...** Chaque année, entre 10 et 30 personnes trouvent la mort dans les établissements pénitentiaires suisses.
Plus : [cliquez ici](#)

3. Exécution des peines, libérations, réinsertion

- **La moitié des détenus de Curabilis ont quitté l'établissement en 2021.** « Pour le directeur médical, cette prison hôpital à Genève a vocation de libérer ceux qui peuvent être soignés ». Une contribution au débat sur le fameux article 59.

Plus : [cliquez ici](#)

- **« La prison n'est pas un obstacle, elle peut être un tremplin » :** à la Tuilière, cérémonie de remise de diplômes professionnels à quatre détenues.

Plus : [cliquez ici](#)

- **Des nouvelles de Christian (nom d'emprunt), soutenu par un collectif du GRAAP.** Une interpellation au Conseil national a été déposée : « Pour des mesures thérapeutiques institutionnelles conformes à l'Etat de droit ».

Plus : [cliquez ici](#)

- **Modification du droit pénal de mineurs, message du Conseil fédéral en faveur de mesures pour « améliorer la sécurité dans l'exécution des peines ».**

Plus : [cliquez ici](#)

- **« En finir avec la prison ? ».** Deux nouveaux collectifs « Parlons prisons » et « Projet-Evasions » entendent « repenser la police, la justice et la prison ».

Plus : [cliquez ici](#)

▪ Anne-Catherine Menétrey-Savary

Autour de la prison

Immersion en détention provisoire : entre fiction et réalité

Toute personne considérée comme suspecte aux yeux de la justice doit s'attendre à parcourir un long chemin avant de retrouver la porte vers la liberté, et la détention provisoire peut ainsi perdurer dans le temps. Le trajet est dès lors parsemé d'incertitudes, de doutes et de chocs. Entre fiction et réalité, nous vous proposons un parcours immersif dans le monde de l'enfermement, et ce à travers les yeux de Monsieur X, personnage fictif mais coloré de par nos expériences professionnelles, nos connaissances théoriques et pratiques et teinté par les propos émis des personnes détenues que nous avons rencontré au fil des années. Première partie de cette immersion en détention provisoire.

Plus : Natalie Knecht et Lauriane Constanty, novembre 2022, [Immersion en détention provisoire: entre fiction et réalité](#)

La parole, un exutoire : Interview de Marina Jaques

« Dedans/Dehors : réflexion d'une femme en cage » est le titre porté par le récit autobiographique de Marina Jaques. Écrit durant son séjour carcéral, l'autrice partage ses moments « dedans » et « dehors » des murs carcéraux et ranime son passé en tant que travailleuse sociale, patiente, détenue, libérée, dans le but d'une autoréflexion critique. Son parcours à plusieurs identités invite une discussion autour de la punition, les soins, l'aide sociale et les questions de genre. Infoprisons a rencontré l'autrice pour un interview et reporte ici, sous forme de thématiques, les sujets discutés lors de cette rencontre.

Plus : Interview de Marina Jaques par Melody Bozinova, novembre 2022, [La parole, un exutoire : Interview de Marina Jaques](#)

Portraits de détenues : une photographie en prison

En septembre dernier, dans le cadre de la biennale « Images Vevey », tout l'espace de l'église Sainte-Claire était consacré à une cinquantaine de portraits de femmes détenues réalisés par la photographe française Bettina Rheims. C'est Robert Badinter qui l'a sollicitée, elle, connue plutôt pour ses photos de célébrités ou de mode. « C'était une injonction ! », confie-t-elle à 24 Heures. « Vous devez aller en prison ! » lui avait-il recommandé, préoccupé par le fait qu'on ne s'inquiète jamais des femmes détenues.

Plus : Anne-Catherine Menétrey-Savary, novembre 2022, [Portraits de détenues : une photographie en prison](#)

Le proches face au carcéral : Café prison 2022

« Santé psychique et prison : place et rôle des proches » est le thème traité par le 11^{ème} Café-Prison du GRAAP. Trois proches de personnes avec une double problématique psychiatrie-délinquance sont venus faire part de leurs expériences. Nous reportons ici leurs témoignages.

Plus : Melody Bozinova, novembre 2022, [Le proches face au carcéral : Café prison 2022](#)

Justice

Quand le juridique rappelle au politique ses devoirs

Quelle surprise et quelle est belle ! Le 13 octobre, le Tribunal fédéral a rendu un jugement inattendu concernant le régime de la détention administrative. Cette décision, qui peut sembler de prime abord mineure, change bien des choses. Explications.

Plus : David Kneubühler, novembre 2022, [Quand le juridique rappelle au politique ses devoirs](#)

France : Le procès des attentats, une expérience inattendue de justice restaurative - JusticeInfo

Plus de 260 personnes, victimes de l'attentat de Nice, ont décidées de livrer leurs témoignages lors du procès ouvert début septembre devant la Cour d'assises spéciales à Paris. A l'occasion, Shoshana Levy, Helin Köse et Lucille Vidal, avocates œuvrant pour les droits humains, reviennent sur les audiences criminelles de l'attentat du 13 Novembre 2015 et les expériences de justice restaurative. Infoprisons reproduit dans ce bulletin leur article publié sur JusticeInfo.net.

Plus : Shoshana Levy, Helin Köse et Lucille Vidal pour JusticeInfo.net, France : [Le procès des attentats, une expérience inattendue de justice restaurative - JusticeInfo](#)

Exécution des peines

Congrès de Criminologie 2022 à Interlaken - extrait

Le Congrès de Criminologie 2022 a eu lieu comme d'habitude à Interlaken, cette année sous le thème général « de la sanction alternative à la criminologie alternative ». Pour illustrer ce thème, Michel Finazzi propose un compte-rendu de l'intervention de l'un des conférenciers, le juriste Benjamin Brägger avec son titre « la peine privative de liberté comme panacée de la politique criminelle ? Situation en Suisse – développement de perspectives alternatives ». Sa conférence témoigne des révisions récentes du Code pénal suisse par le parlement qui proposaient des sanctions alternatives. Mais ces révisions, tiennent-elles leurs promesses dans la réalité ?

Plus : Michel Finazzi, novembre 2022, [Congrès de Criminologie 2022 à Interlaken - extrait](#)

Le système de sanction orienté risques à l'épreuve de la réalité carcérale actuelle

Le concept de sanction orienté risques (Riskorientierter Sanktionenvollzug, abrégé ROS) est désormais censé être la norme en matière de politique d'exécution des peines en Suisse orientale. Infoprisons a déjà abondamment parlé par le passé de ce système. Où en est-il désormais ? Tour d'horizon.

Plus : David Kneubühler, novembre 2022, [Le système de sanction orienté risques à l'épreuve de la réalité carcérale actuelle](#)

La judiciarisation de la politique L'Etat de droit et la démocratie entre les mains de la justice et des tribunaux ?

Infoprisons inaugure ici un dossier qui paraîtra en plusieurs épisodes, au fur et à mesure de l'avancement d'une enquête entreprise l'été dernier autour de la notion de judiciarisation de la politique. Cette réflexion est née dans le contexte des combats engagés ces dernières années contre la dégradation du climat : d'une part l'action judiciaire contre la Confédération déposée par l'association « Les aînées pour la protection du climat », actuellement, sur recours, en mains de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) à Strasbourg, et d'autre part, les procès à l'encontre des militants pratiquant la désobéissance civile, zadistes du Mormont ou activistes du climat. Quel rôle la justice peut-elle jouer dans l'orientation de la politique climatique de la Confédération ? Peut-elle contribuer à l'infléchir vers des actions plus efficaces et courageuses ? Va-t-elle au contraire réduire à néant tout mouvement collectif de contestation et d'engagement citoyen par la répression et des condamnations sévères prononcées contre les militants ? C'est de cette interrogation très actuelle qu'il s'agira principalement. Mais la question du rôle de la justice dans le traitement d'autres problématiques politiques se pose également, qu'il s'agisse des procédures concernant par exemple la loi sur la mendicité, les banques et leurs investissements, ou les mesures sanitaires liées à la pandémie de covid.

Infoprisons a sollicité différents acteurs et spécialistes du droit pour recueillir leurs avis sur le développement des nombreuses procédures contre des politiques publiques auxquelles la justice est confrontée. Il s'agit, pour le moment, de trois avocats et juristes, deux professeurs de droit, trois jeunes activistes du climat et zadistes, et la Co-présidente de l'association « Les aînées pour la protection du climat ». Le procureur général du canton de Vaud a répondu par écrit à nos questions (voir ci-dessous). Pour le moment, aucun.e juge n'a donné suite à notre demande d'interview.

Dans ce bulletin, on trouvera quelques-unes des réponses du juriste et avocat Gaspard Genton, suivies par la prise de position du procureur général Eric Cottier.

Plus : Anne-Catherine Menétrey-Savary : [Tour d'horizon des problématiques liées à la judiciarisation de la politique](#)

Florent Morisod : [Le rôle des juges dans les affaires climatiques](#)

Eric Cottier : [réponses aux questions d'Infoprisons](#)

Gaspard Genton : [C'est la Cour européenne des droits humains \(CEDH\) qui fait avancer le droit, pas la Suisse ! Interview](#)